



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Mercredi 10 avril 2013
Numéro 315

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

Titres des journaux

As Safir (nationaliste arabe)

Salam négocie avec les protagonistes un cabinet qui ne leur ressemble pas

An Nahar (proche du 14-Mars)

Les députés suspendent les délais en prévision d'une prorogation de leur mandat. Le torpillage de la loi de 1960 nous ramène-t-elle à celle de Ghazi Kanaan?

Al Akhbar (quotidien libanais de gauche)

Le tribunal vacille

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)

Le nœud des délais résolu

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

Joublatt ne parle plus d'union nationale; l'imbroglio juridico-parlementaire perdure

Al Watan (quotidien syrien non-étatique)

Opérations spéciales dans la Ghouta et obus terroristes à Kfarsoussa et Kassaa

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

Terrorisme électronique contre les témoins du TSL

Al Hayat (quotidien à capitaux saoudiens)

Les ministres des AE des «huit» examinent les modifier les calculs d'Assad

L'événement

Le Parlement suspend les délais relatifs à la loi de 1960

Après des négociations ardues qui ont duré près d'une semaine et qui se sont poursuivies tard dans la nuit de mardi à mercredi, le Parlement a adopté en séance plénière un projet de loi suspendant les délais relatifs à la loi de 1960 jusqu'au 19 mai, afin de permettre aux protagonistes de s'entendre sur un projet de loi électorale consensuelle.

A l'origine, le 8-Mars et le Courant patriotique libre (CPL) souhaitaient une suspension jusqu'à mi-juin, mais finalement, un compromis est intervenu avec le Courant du futur et la période a été écourtée. Toutefois, l'accord trouvé n'était pas du goût du Parti socialiste progressiste (PSP), dont les députés ont boycotté la séance de mercredi. Les députés des Forces libanaises et des Kataëb ont assisté à la séance et ont approuvé la suspension des délais.

A l'ouverture de la séance, le président Nabih Berry a déclaré: «Nous avons un mois pour nous entendre sur une nouvelle loi avant le 15 mai même si nous devons dormir jour et nuit au Parlement».

Ce montage complexe et compliqué a été rendu nécessaire car aucune partie libanaise ne veut assumer la responsabilité d'un report des élections, surtout que la communauté internationale exerce de fortes pressions pour que la date des échéances constitutionnelles soit respectée. Mais les analystes affirment qu'en suspendant les délais, les élections seront reportées de facto pour deux mois au moins. Plus important encore, le principe d'un report, même «technique», est accepté par toutes les parties (hormis le bloc Joublatt). Et un report provisoire peut facilement entraîner un second, puis un troisième...

Ces craintes ont été exprimées par le député du PSP Waël Abou Faour. « Nous nous opposons à l'idée d'une suspension car nous craignons qu'il s'agisse, sous des prétextes constitutionnels, légaux et politiques, de supprimer la loi électorale en vigueur sans qu'une alternative n'ait été adoptée. Nous craignons également que le pays soit conduit soit vers le vide constitutionnel, soit vers des lois auxquelles nous nous sommes déjà opposés, comme la loi orthodoxe ou autre», a-t-il dit.

Pendant ce temps, Tammam Salam, a achevé mercredi ses consultations pour la formation d'un gouvernement. Le Premier ministre désigné a réitéré son souhait de former un cabinet d'«intérêt national» pour relever les défis actuels. «J'ai écouté tous les avis et toutes les opinions dont j'ai besoin pour la formation d'un cabinet», a déclaré M. Salam au Parlement à l'issue de deux jours de consultations avec les blocs parlementaires. «Je m'engage à préserver l'unanimité qui s'est illustrée lors de ma désignation, dans le cadre de mes efforts visant à former le gouvernement». M. Salam a conclu en affirmant qu'il allait «œuvrer à former un gouvernement qui me satisfasse, qui satisfasse mes concitoyens et le pays», sans pour autant se fixer un délai.

L'Orient-Le Jour

Elie Masbounji, correspondant à Paris (Indépendant)

La deuxième journée de la visite en France du patriarche maronite, le cardinal Béchara Raï, a été marquée par deux événements importants, à savoir les entretiens à l'Élysée avec le président François Hollande et la remise de la médaille patriarcale maronite à l'ancien vice-Premier ministre libanais, M. Issam Farès.

La réunion à l'Élysée a été marquée par un tête-à-tête. Des sources proches de la présidence française ont indiqué que le président Hollande a réaffirmé la nécessité d'une action continue de la France en vue de la sauvegarde de l'unité et de la stabilité du Liban, de manière à le maintenir à l'abri de la tragédie syrienne. Le président Hollande a ajouté que Paris s'efforce, autant que faire se peut, de mettre fin à la crise syrienne et à l'effusion de sang dans ce pays.

De son côté, le patriarche maronite a évoqué le problème des chrétiens d'Orient et des menaces qui les guettent dans une région dont ils constituent l'une des principales composantes.

Au plan intérieur libanais, le président Hollande et son hôte se sont félicités du processus de formation d'un nouveau gouvernement, exprimant le souhait d'une loi électorale juste et équitable, d'une élection paisible et d'un retour du pays à la normale.

Pour en revenir à la cérémonie de remise de la médaille patriarcale maronite à M. Issam Farès et à l'échange de cadeaux entre l'ancien vice-Premier ministre et le chef de l'Église maronite, ils ont été marqués par des allocutions qui ont porté sur les efforts déployés par tous les amis du Liban pour qu'il reste en dehors du conflit syrien et pour que son territoire ne devienne pas un passage d'armes et d'équipements militaires en direction de la Syrie.

Cette question avait été abordée auparavant au cours du point de presse du Quai d'Orsay dont le porte-parole, M. Philippe Lalliot, a souligné que la France est consciente des craintes libanaises concernant le trafic transfrontalier d'armes en faveur des insurgés, indiquant à ce sujet que tout un processus sera mis en place, en accord avec les pays européens et la communauté internationale, pour que toute aide militaire de l'extérieur n'aboutisse pas dans de «mauvaises» mains. Il a précisé que plusieurs rencontres bilatérales et internationales sur cette question se tiendront dans les prochains mois au cours desquels, a-t-il ajouté, la France et la communauté internationale favoriseront un dialogue pour mettre fin à la guerre syrienne.

Al Akhbar

Hassan Olleik, journaliste libanais proche du 8-Mars

«Nous sommes un groupe de journalistes qui avons pris la décision de dévoiler la corruption qui mine le Tribunal spécial pour le Liban (TSL), et de publier des informations incriminant de hauts responsables de cette cour dans des affaires de pot-de-vin et de corruption. Ce qui a conduit à des fuites qui mettent la vie des témoins en danger». C'est par ces propos d'un groupe qui se fait appeler «Journalistes pour la vérité» (<http://truth-up.6te.net/files.php>) s'est fait connaître, hier, mettant en ligne sur le site Internet du quotidien al-Mostaqbal, relevant au Courant du futur de l'ancien Premier ministre Saad Hariri, une liste de noms de «témoins secrets» du TSL.

Dans un communiqué, la direction du journal affirme avoir «immédiatement donné l'ordre de fermer le site» et «demandé à l'équipe technique de résoudre le problème». «Il est clair que cette attaque informatique vise à montrer que le journal est responsable de la fuite des noms de présumés témoins secrets au sein du TSL, peut-on encore lire dans le communiqué. La direction tient à démentir ces accusations et à réaffirmer son engagement en faveur de l'enquête sur l'assassinat de Rafic Hariri et de tous les martyrs de la révolution du Cèdre».

Les noms de quelques 127 témoins, ainsi que leurs photos ont été publiés. Et le groupe «Journalistes pour la vérité» a envoyé 100000 textos renvoyant sur le lien du site du Moustaqbal, qu'il avait auparavant piraté.

ILS ONT DIT...

Mohammad Raad, chef du bloc parlementaire du Hezbollah

“**Notre bloc a évoqué avec M.**

Salam la nature du gouvernement ainsi que ses projets politiques. Nous lui avons recommandé un gouvernement politique d'entente qui supervise les législatives et dans lequel tous les partis politiques seraient représentés conformément à leur poids à la Chambre.

Walid Joumblatt, chef du Parti socialiste progressiste

“**Nous allons faciliter la** mission du Premier ministre désigné en ne posant pas de conditions préalables, afin de former un gouvernement qui puisse assurer la stabilité et l'organisation des élections législatives dans les délais constitutionnels. Il lui revient de trouver la formule adéquate qui conviendrait à toutes les parties et qui serait bonne pour la stabilité et la croissance. Après les élections, on en reparlera.

Ali Abdel Karim Ali ambassadeur de Syrie au Liban

“**Les attaques sont menées à** partir du Liban en direction de la Syrie et non le contraire. Elles sont conduites au quotidien par des éléments armés qui agissent à partir du territoire libanais. Tous les jours, des éléments armés s'infiltrent à travers la frontière et commettent des agressions. Des éléments armés ont été tués à l'intérieur du territoire syrien et à la frontière même, et ceci n'est un secret pour personne. La Syrie reste déterminée à traiter de ces questions dans la logique des relations fraternelles entre les deux pays. Il y a des accords qui régissent ces relations. Il y a parfois une coopération et d'autres fois, un laxisme dont font preuve certaines parties. Il faut que le Liban ait une attitude plus ferme dans l'intérêt des deux pays.

Une bombe estampée al-Nosra dans la banlieue sud

Selon la Radio La Voix du Liban, une charge explosive a été découverte dans la nuit de mardi à mercredi à Hay el-Sellom, dans la banlieue-sud de Beyrouth. Le dispositif portait un message adressé au Hezbollah par le front extrémiste al-Nosra en Syrie. Selon l'Agence nationale d'information (officielle), il s'agissait d'une bouteille de gaz reliée à un circuit électrique. On pouvait lire sur une feuille: «Mort à Bachar, mort au Hezbollah, Front al-Nosra, la brigade Omar Ben Khatab».

Aides russes aux réfugiés syriens du Liban

Le Haut Comité de secours a déclaré qu'un avion russe est attendu ce mercredi à l'Aéroport international de Beyrouth avec à son bord 36 tonnes d'aides humanitaires destinées aux réfugiés syriens au Liban. La Russie devrait envoyer bientôt de nouvelles cargaisons aux réfugiés syriens.

Un proche d'al-Assir arrêté par les SR de l'armée

Des partisans du cheikh Ahmad el-Assir ont affirmé mercredi que des membres des services de renseignement de l'Armée libanaise ont arrêté un proche du dignitaire intégriste à Saïda. Hani Honeiné, présenté comme «l'un des principaux cheikh au sein de la mosquée Bilal ben Rabah», a été arrêté après la perquisition de son bureau. Hani Honeiné est le fils de Loubnane el-Izza, le garde de corps d'el-Assir qui avait été tué en novembre dernier lors d'un clash armé dans le quartier al-Taami, près de à Aïn el-Héloué.

Le Soir (Quotidien belge)

Dirk Vanoverbeke, chroniqueur judiciaire et sécuritaire

Une troïka flamande planchera, jeudi, à Anvers, sur les moyens de contrer le radicalisme. Elle s'interrogera sur la stratégie à adopter à l'égard des jeunes qui partent pour combattre en Syrie. Une sortie anti-fédérale? Pas du tout, rétorquent les bourgmestres concernés.

Bart De Wever, le bourgmestre d'Anvers (N-VA), invite jeudi soir, à l'Hotel de ville de la Métropole, ses homologues de Courtrai et de Vilvorde, Bart Somers (VLD) et Hans Bonte (SP.A), à un mini sommet. Ordre du jour: la manière la plus efficace de s'attaquer au problème de la radicalisation des jeunes musulmans quittant la Belgique pour rejoindre, en Syrie, les rangs des opposants au régime de Bachar el-Assad.

Selon les informations, 12 jeunes radicaux de nationalités belges ont été tués en Syrie, jusqu'à présent.

Des dizaines de radicaux européens combattent les troupes syriennes dans les rangs du Front al-Nosra, proche d'Al-Qaïda, et de l'Armée syrienne libre. Une majorité des belges sont originaires des Flandres. Ils sont très jeunes et ils se sont engagés, volontairement, dans des combats, et ces jeunes continuent de partir, pour la Syrie. Des sources officielles et sécuritaires belges affirment qu'au moins 70 ressortissants belges se trouvent actuellement en Syrie. La ministre belge de l'Intérieur estime que le phénomène commence à prendre de l'ampleur et qu'il faut y faire face, avant qu'il ne devienne incontrôlable.

AFP (Agence France-press)

«Nous, le Front al-Nosra, prêtons allégeance au cheikh Ayman al-Zawahiri», a dit le chef du Front jihadiste al-Nosra, Abou Mohammed al-Joulani, dans un message audio diffusé sur des forums jihadistes. «Mais nous n'avons pas été consultés» sur l'annonce de parrainage faite par la branche irakienne du réseau extrémiste mardi, a-t-il ajouté.

Le chef de l'ISI Abou Bakr al-Baghdadi avait créé la surprise en annonçant qu'il était «temps de proclamer aux Levantins et au monde entier que le Front al-Nosra est en réalité une branche de l'Etat islamique d'Irak». Les deux groupes, avait-il ajouté, seront désormais fédérés sous l'appellation Etat islamique en Irak et au Levant.

«Nous informons que ni le commandement d'Al-Nosra, ni sa Choura, ni son responsable général n'étaient au courant de cette annonce. Elle leur est parvenue via les médias et si le discours attribué est authentique, nous n'avons pas été consultés», déclare Abou Mohammed al-Joulani mercredi.

Il assure que «le Front Al-Nosra restera fidèle à son image, tout en restant fier du drapeau de l'Etat islamique d'Irak (ISI), de ceux qui le portent et de ceux qui se sacrifient et versent le sang sous son étendard». «De facto, vous avez une partie du pays dirigée par Bachar el-Assad et une autre partiellement gérée par les gens d'el-Qaïda», a commenté Aaron Zelin, du Washington Institute for Near East Policy.

Ria Novosti (Agence de presse russe)

Le ministère russe de la Défense a entamé la formation d'une escadre méditerranéenne en dépêchant dans cette région un groupe de bâtiments de guerre rattachés à la Flotte du Pacifique, a annoncé vendredi un communiqué du ministère. «Un groupe de navires de la Flotte du Pacifique a été envoyé en Méditerranée dans le cadre de la décision de mettre en place une escadre permanente dans cette région», lit-on dans le communiqué. L'idée de créer cette escadre a antérieurement été formulée par le ministre de la Défense Sergueï Choïgou. Le groupe comprenant le destroyer Admiral Panteleyev, les bâtiments de projection Peresvet et Admiral Nevelski, le pétrolier Petchenega et le remorqueur d'assistance Fotiy Krylov ont quitté la mer de Chine méridionale et mis le cap sur le canal de Suez. Ce dernier sera atteint mi-mai, a souligné le ministère de la Défense.